

DE LA MISERE CRITIQUE A LA CRITIQUE DE LA MISERE, RESSASSEMENTS POUR UN PARCOURS POSSIBLE.

Nous ne sommes, paraît-il, pas suffisamment clairs lorsque nous intervenons. Voici quelques précisions afin d'essayer d'éviter un discours reposant par trop sur un obscur implicite. Pour le dire vite, notre analyse se déploie autour de deux postulats structurants. D'une part le chômage et la précarité sont l'indice d'une **mutation du travail** et de la socialité. La revendication du revenu garanti vient alors s'inscrire comme une réponse et un accélérateur de ces mutations. D'autre part, et, là aussi des explications s'avèrent indispensables, ces mutations de l'activité productive introduisent un bouleversement radical de la production de subjectivité, des manifestations de l'antagonisme. Une fois encore il s'agit d'être **dans** et **contre** le mode de développement, d'apprécier le plus justement possible le potentiel qu'il recèle, de forger un point de vue à partir de notre propre situation. Cela passe par la critique de vérités faibles communément admises, par la clarification de quelques enjeux.

Travail immatériel et intellectualisation de la force de travail

La prophétie marxienne du "général intellect" se réalise sous nos yeux. La science et la technique sont devenues les principales forces productives, requalifiant ainsi profondément la force de travail. Le travail immatériel est désormais central. Contrairement à ce que pensent les amoureux du labeur à l'ancienne, loin d'être des exclus, c'est à cette mutation du travail que participent précaires, scolarisés et chômeurs. Nous avons donc, à nous interroger sur les déterminations matérielles et sociales du travail abstrait. Tenter de comprendre le fonctionnement réel du capitalisme implique ce type d'interrogation. Cela équivaut en pratique à délimiter une ligne de fracture politique fondamentale, une ligne de partage entre ceux qui acceptent les confusions inhérentes à l'idéologie dominante et ceux qui, partant de leur propre condition, tentent d'exercer une activité critique.

Les partisans inconditionnels de la réduction du temps de travail mettent encore en avant le travail industriel comme paradigme de l'activité productive. Ils reprennent à leur compte - consciemment ou non - la distinction entre travail productif et travail improductif (les services). Nostalgiques, ils raisonnent comme s'il y avait aujourd'hui un volume déterminé d'heures de travail à répartir de façon peu ou prou égalitaire.

Or le travail devient de plus en plus hautement coopératif, se constitue sous des formes immédiatement collectives. Il existe de manière productive au travers de multiples réseaux et flux (1). Si le procès de production requiert une force de travail qui alterne périodes de formation, d'emploi et de chômage, c'est parce que la **mobilité** est une caractéristique fondamentale du travail immatériel. Le "rêve" d'un travail garanti dans la même entreprise pendant toute une vie, le "métier", est donc à ranger aux oubliettes de l'histoire sauf à vouloir colporter des illusions néfastes, et, pour tout dire, réactionnaires.

Mais est-ce à dire que ce travail immatériel ne concerne que des travailleurs hautement qualifiés, exclusivement des secteurs comme la mode, la photo ou l'informatique ? Les surveillants des robots de la Comatec, principalement des immigrés, n'effectuent-ils pas un travail au contenu immatériel avéré ?

Certes il ne s'agit que d'une tendance, que de **la tendance**. Il existe encore des millions de travailleurs garantis, travaillant de manière taylorienne, voire pré-fordienne. Parler de travail immatériel permet en tout cas de mettre en lumière l'appropriation par le capital des usages linguistiques, des comportements métropolitains, des désirs eux-mêmes. Cela autorise à mettre l'accent sur la constitution d'un sujet nouveau - appelons le, provisoirement, "travailleur intellectuel". Exproprié, lui aussi, de la richesse qu'il crée, il ne se mobilise que sur des revendications spécifiques porteuses d'universalité.

Au nombre de celles-ci vient au premier chef l'extension du **saire social**, c'est à dire détaché de l'implication productive individuelle en entreprise, comme **contrepartie de la mobilité et de la polyvalence**. Ce sujet nous intéresse, non comme objet "sociologique", mais parce que nous nous reconnaissons en lui, en ses (nos) luttes. Hypothèse politique fondamentale : ce sujet en voie de constitution, capable de riposter efficacement aux attaques de l'État (pensons au mouvement anti-CIP), est immédiatement porteur d'une activité communiste si l'on entend celle-ci non comme la vieille lune idéologique à laquelle d'aucuns aimeraient faire croire qu'il se réduit désormais, mais comme le mouvement réel qui abolit l'état de choses présent.

Coopération sociale productive

Parler de communisme implique un renouveau de l'activité critique. L'une des tartes à la crème de l'idéologie dominante durant les années 80 continue à rancir les neurones de quelques camarades égarés par la violence de la contre-révolution libérale que nous avons connu. L'**idéologie** reste la **première arme des exploités**. Revenons donc sur ce mythe de l'entreprise, lieu de productivité, d'intégration et d'initiative, à en croire le discours que l'on nous serine depuis 10 ans. Il ne faut pas hésiter à le dire, l'entrepreneur s'approprie en fait des réseaux coopératifs, des capacités productives, des désirs qui existent indépendamment et en amont de l'entreprise. Exploitant directement la richesse sociale, il est moins que jamais le sujet de l'innovation. La production des richesses matérielles et immatérielles, marchandes ou non, est l'affaire de tous. C'est encore plus vrai au moment où le capital fixe, machines et techniques productives, se diffuse au fil de la multiplication des technologies de la communication. Sur cette base matérielle profondément transformée se produit en une nouvelle phase d'accumulation primitive avec son cortège d'illégalismes et de barbarie. Phénomène qu'illustre parfaitement tant l'ampleur de la violence sociale (sommés nous le parti des morts de froid, des expulsés, des sans droit ?) que la floraison des pratiques maffieuses à tous les échelons de l'économie. Y compris là où elle est la plus étroitement imbriquée au bien public, comme la saga des démêlés judiciaires des classes politiques des pays de capitalisme développé invite à le constater.

A ce stade, dans et hors travail, la hiérarchie devient contre-productive. Au capital, pour commander, il reste la menace de la misère, la force du besoin, la violence de la monnaie et le raffinement constant des procédures de capture de la spontanéité productive. L'exploitation s'étend toujours davantage à l'ensemble des moments de la survie. L'entreprise, n'est plus le lieu où se détermine la productivité sociale et le conflit sur son contrôle.

Nos sphères d'engagement le démontrent depuis longtemps : la conflictualité sociale s'exprime contre les formes d'attribution du salaire social, dans la lutte pour l'appropriation et l'invention d'**espaces sociaux libérés**, dans le refus de l'enfermement et la critique active de la reproduction des rapports sociaux de sexe. Les apôtres de l'usine ne voit pas que celle ci s'est diffusée socialement. Ils considèrent l'extension et la généralisation des formes du salaire social comme de "simples" mesures d'urgence humanitaires sans envisager un instant les perspectives de transformation que recèle toute **dissociation accrue du lien entre revenu et travail salarié**. Ils ne veulent pas voir qu'est fondamentale cette lutte sur le plan culturel qui vise, à l'heure du développement de la production immatérielle, une remise en cause radicale de l'idéologie du travail.

Revendiquer le droit au travail a perdu depuis longtemps tout caractère révolutionnaire. Réclamer le droit au travail revient à réclamer le droit à l'exploitation et à la soumission maximales. Observons les manifestations quotidiennes de lutte pour l'emploi. Un exemple entre des milliers, ces longues queues aux portes des supermarchés lorsque ceux ci annoncent embaucher. Voilà la sordide réalité de la lutte pour l'emploi, une exacerbation de la concurrence entre salariés qui permet un arbitraire et une exploitation accrue. Revendiquer le droit **au** travail implique inéluctablement d'être parmi ceux qui remettent en cause le droit **du** travail et participe à la dérégulation du statut de salarié.

L'incroyable consensus autour du concept gauchiste-humanitaire d'exclusion montre bien la complicité avec le vieux monde de cette petite gauche finissante. Les technocrates ont réussi là une intox de taille. Au point que lorsque cette gauche s'allie avec des théologiens de la libération, leur allégeance à la pensée dominante leur interdit d'exprimer tout niveau de généralité. Elle leur interdit toute possibilité de contribution réelle à la question de l'**auto organisation** de cette partie décisive du salariat contemporain : les chômeurs, les précaires, les scolarisés (2).

Nous sommes favorables à la réduction du temps de travail pour les salariés à temps plein mais il est prioritaire de soutenir des revendications qui s'opposent avec pertinence au sort qui est le notre. Pour que la réduction du temps de travail puisse redevenir un jour une revendication digne de ce nom et pas simplement un moyen défensif de préserver des emplois, il faudra bien que nous inventions des luttes contre la réduction du temps de travail telle qu'elle se déroule réellement, à coup de périodes de chômage, de temps partiels et de travail intermittent sous payés. D'autant que, dans le même temps, les périodes de formation deviennent sans cesse plus indispensables au bon fonctionnement de l'économie sans pour autant être prises en charge socialement. Leur financement est largement laissé au bon soin de familles qui comptent toujours davantage de bas revenu en raison du chômage et d'une précarité du travail elle aussi sous payée.

Selon ses prosélytes, la réduction drastique du travail nécessaire engendrerait un phénomène massif de désocialisation, la socialisation étant essentiellement définie comme l'insertion dans le monde du travail stable. Il y aurait ainsi une part croissante de population "inutile" tandis que la production de la richesse reposerait sur les épaules de privilégiés appelés à être de moins en moins nombreux. On retrouve la rengaine travailliste de la soumission généralisée à la loi de la valeur : plutôt que de d'accroître l'automation, ceux là préféreraient remettre au travail dit "normal" l'ensemble de la population.

Dans sa version libertaire non-travailliste, nettement plus sympathique, l'exclusion massive de l'emploi, alliée à un discours contre le travail, justifie le partage de la richesse, parfois sous la forme d'un revenu garanti. Cette vision accepte néanmoins une dualisation de la société en opposant la production à la consommation, le temps de travail au temps de loisir, sans prendre la peine de définir ces termes, de comprendre en quoi ces catégories ont vu leur contenu et surtout leur articulation se modifier. De fait, par exemple, la frontière entre temps de travail et temps de vie se révèle déjà largement poreuse.

Identifier une extension de l'activité productive permet en revanche de renouer avec ce vieil égoïsme ouvrier qui a toujours fait défaut aux sociaux-démocrates, éternels candidats à la gestion bureaucratique et pacificatrice de l'intérêt général, c'est à dire à la perpétuation de l'ordre du monde. **Rien n'est à eux, tout est à nous**, devons nous apprendre à dire de nouveau.

L'arbitraire des formes actuelles du salaire social

La revendication d'un revenu garanti occasionne souvent, surtout dans le milieu "radical-chic" et révolutionnariste, des réflexions du type : "Vous voulez aménager le système, c'est réformiste...". De même que le travail, le salaire doit pourtant faire l'objet d'une réflexion plus approfondie. Rappelons simplement aux poseurs de la radicalité que l'identité de classe, cette forme de communauté, s'était constituée au cours de luttes contre l'extraction de la plus-value. Il s'agissait alors de la réduction du temps de travail et de l'augmentation des salaires. Aujourd'hui, le travail du négatif, le conflit qui produit de la communauté comme séparation, sont à réinventer. Désolé pour l'arrière goût de catéchisme, mais il s'agit encore de comprendre le monde pour le transformer.

Comme la production de richesses, le salaire s'est socialisé. Parmi les formes de "rétribution" qui assurent la reproduction de la classe, des salariés, on doit inclure l'ensemble des allocations mais aussi l'accès aux soins médicaux, à la formation, l'institution d'un salaire minimum, l'accès à un logement (HLM, Loi de 48), aux équipements collectifs, etc. Les luttes récentes autour du maintien de la Sécurité Sociale, ou du financement de l'école publique ont montré que l'État pouvait difficilement supprimer ces institutions. **Le salaire social est une réalité.**

La définition, l'extension et le contrôle de ses formes sont selon nous un enjeu majeur des luttes des prochaines années. Loin de prétendre anticiper ce que seront l'ensemble des luttes à venir, nous proposons de préparer dès maintenant celles dont le développement semble envisageable. Ceci, quand bien même un tel **pari politique** effaroucherait de frileux fonctionnaires du militantisme.

Revendiquer un revenu garanti, c'est lutter pour l'extension de la partie monétaire du salaire social. Le commandement capitaliste s'exerce par l'intermédiaire de la monnaie, lutter pour l'obtention pour tous et de manière égalitaire d'une part de la richesse sociale sous forme monétaire est la revendication directement politique qui inclue l'ensemble des luttes ayant pour enjeu le salaire social (transports, logement, santé etc.). Cette forme actuelle du refus du travail salarié annonce la promesse d'un autre mode de développement fondé sur un élargissement sans précédent de la production sociale de richesses.

Il s'agit de combattre l'extraction de la plus value au niveau social auquel elle s'effectue aujourd'hui. Comme le disait un barbu démodé (et c'est tant mieux !), là où il y a la grève arrive la machine. Il s'agit d'inventer la grève d'aujourd'hui, ces actions durant lesquelles des individus atomisés, divisés, opposés par la concurrence générale, se reconnaissent, s'agrègent et se constituent en communauté antagoniste, ce moment où la condition d'exploités et de dominés devient lutte résolue, rupture avec l'ordre des choses.

Les projets de Maisons de la Solidarité, de permanences d'entraide et de conseils juridiques et sociaux ne peuvent être mis en œuvre efficacement sans une claire conscience des enjeux historiques qui les suscitent. C'est d'un au-delà du mouvement ouvrier qu'il est question.

(1) "Le cycle de la production immatérielle" Maurizio LAZZARATO, FUTUR ANTÉRIEUR N° 16, page 111.

(2) "Mouvements de chômeurs et de précaires en France, la revendication d'un revenu garanti", Thierry BAUDOIN, Jean-Noël CHOPART, Michèle COLLIN, Laurent GUILLOTEAU.

Collectif d' **A**gitation pour un **R**evenu **G**aranti **O**ptimal

DEBAT, RENCONTRES, FIESTA,
le SAMEDI 11 MARS à partir de 16 h.

NOTRE INSERTION CONTRE LA LEUR !

16 h : accueil, projections vidéo-diapos : Debord encore, la dialectique casse-t-elle des briques ? etc., la grève de Peugeot-Sochaux, etc.

Accueil-enfants (jeux, activités musicales, dodo sur place possible).

17 h : **ASSEMBLEE-DEBAT: QUELLES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION AUJOURD'HUI? VERS L'AUTO-ORGANISATION DES PRECAIRES ? MAISONS DES CHOMEURS, DE LA SOLIDARITE, CENTRES SOCIAUX.** Avec des squatters, chômeurs, précaires de diverses villes, des participants à Agir ensemble contre le chômage (AC!), etc.

19 h 30 : Interventions des groupes **LILA FICHETTE, ZARBI BAND, LTS, INFORMERS, IGOR RINGARD.**

Performances, chansons, bouffe, tables de presse ...

A l'initiative des habitants du 105, rue de Bagnolet, de La Base et du Collectif d'Agitation pour un Revenu Garanti Optimal (CARGO).

RDV dès 16 heures au 105, rue de Bagnolet (M° Alexandre Dumas, Maraîchers, Gambetta ou Porte de Bagnolet). PRIX LIBRE..